

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES

1 chemin de la Mivoie
BP 124
76300 SOTTEVILLE LES ROUEN

Références : UDRD-2022-10-423-ET GM/ChH
Code AIOT : 0005801366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES implanté 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 SOTTEVILLE LES ROUEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un exercice incendie a été programmé sur le site MULTISOL, par les services du SDIS 76, suite à la mise en service de la nouvelle pomperie en Seine, constatée le 29 juin 2022. Cette visite a aussi permis de faire le point sur l'avancée des travaux de mise en rétention des stockages du bâtiment A.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES
- 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN
- Code AIOT : 0005801366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Multisol International Services (MIS), appartenant au groupe BRENNTAG, réalise des mélanges d'huiles minérales et d'additifs (tels que des améliorants de viscosité), et des opérations de conditionnement de ces produits pour le compte de ses clients. Elle assure également un

stockage temporaire de ces produits sur son site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie- exercice avec le SDIS 76

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Rétentions du bâtiment A	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 6.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie mis en oeuvre à l'occasion de l'exercice avec le SDIS ont correctement fonctionné. L'étude de dangers, qui doit prochainement faire l'objet d'une actualisation, doit permettre de confirmer le bon dimensionnement de ces moyens au regard des événements majorants redoutés sur le site, et doit aussi préciser les modalités de gestion des eaux d'extinction à mettre en oeuvre pour garantir leur maintien sur le site.

Les travaux de mise en rétention des stockages du bâtiment A sont en bonne voie, mais n'étaient pas encore achevés lors de la visite. Toutefois, les prescriptions devraient à ce jour être respectées sous réserve de justification de l'exploitant

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Constats : Conformément aux échanges avec le SDIS, lors de la visite du 29/06/2022, un exercice incendie a été réalisé sur le site MULTISOL, le 6/09/2022. Le scénario simulait un feu dans la zone de stockage extérieure de 400 m ³ (cuvette de 800m ² au sol), contenant des fûts et IBC. L'exercice a mis en avant les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- la pomperie en Seine, récemment mise en service par l'exploitant, a bien permis d'alimenter 2 canons de 2000 L/min. Le SDIS a demandé à ce que toutes les bouches de la clarinette soient positionnées suivant le même angle de rotation, pour éviter la torsion des tuyaux de raccordement aux engins de secours ;- l'exploitant avait bien fermé la vanne d'isolement en sortie du bassin des eaux pluviales du site, avant l'arrivée des secours. Globalement, les consignes de sécurité (évacuation du personnel, appel des services de secours, etc.) ont été mises en oeuvre correctement ;- l'exploitant avait préalablement, mis à la disposition du SDIS 600 L d'émulseur. Ils ont été consommés intégralement en environ 10 minutes, sur un seul canon. Ce constat doit permettre à l'exploitant de bien dimensionner ses réserves d'émulseurs, comme prescrit par l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral du 13/04/2021. Un nouvel exercice incendie sera organisé sur le site en 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande n°1 : l'exploitant engage une réflexion sur le dimensionnement des volumes d'émulseurs disponibles sur site en lien avec l'étude de dangers en cours de réalisation par l'exploitant à remettre sous un délai de 1 mois. Il conviendra également de mettre à jour le plan de défense incendie en conséquence.

N° 2 : Rétentions du bâtiment A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Création d'aires de rétention dimensionnées suivant l'article 7 ci-après au sein des zones de stockage du bâtiment A. Ces rétentions sont d'une surface maximale adaptée aux moyens incendie mobilisables simultanément par le SDIS 76 pour éteindre un incendie dans cette rétention, sans que chaque compartiment n'excède 500 m ² . Elles sont constituées par un muret sur toute la périphérie de chaque compartiment, dont la jonction avec la dalle existante devra être étanche. Au niveau des ouvrants, elles sont constituées de dispositifs de fermeture de type batardeau à fermeture automatique dont l'actionnement est réalisé à temps de façon à prévenir toute fuite de liquide combustible vers l'extérieur du bâtiment. Pour la cellule « Ouest » du bâtiment A, ces rétentions sont mises en œuvre sous un délai d'un an (avril 2022). Pour la partie Nord-Est du bâtiment A et la cellule Sud, elles sont mises en œuvre sous 20 mois (décembre 2022).
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant avait mis en place, au sein des cellules de stockage du bâtiment A, des murets en béton visant à découper la cellule Est en 3 zones de rétention de moins de 500 m ² , et la cellules Ouest en 3 zones de rétention dont 2 de moins de 500 m ² et 1 de 689 m ² , conformément à l'avis favorable du SDIS du 22/07/2022 et du rapport de l'inspection des installations classées du 28/07/2022. Les travaux constatés lors de la présente visite permettent de répondre à la demande n°2 du rapport d'inspection du 28/07/2022 sus-cité. Des passages pour les chariots élévateurs étaient laissés ouvert dans les murets au jour de la visite. Par ailleurs, l'exploitant a présenté 2 devis relatifs à la commande de batardeaux à déclenchement automatique qui permettront d'isoler complètement les rétentions en cas de déversement de produit. Ces batardeaux sont conçus pour se fermer en présence de l'un des trois motifs suivants : - la programmation horaire. La fermeture sera automatisée pour les nuits et les weekends ; - la détection de fuite. Un système de flotteur dans des trous placés du sol à proximité des batardeaux permettra de détecter la présence de liquides ; - le défaut d'énergie (réseau d'air à 6bars, et alimentation électrique de l'instrumentation). L'exploitant a présenté un courrier de son fournisseur annonçant l'installation des batardeaux "à partir de la semaine 38 (fin septembre 2022)". L'exploitant doit confirmer, sous 15 jours, le respect des prescriptions de l'article 6.1 de l'arrêté du 13/04/2021, en ce qui concerne le compartimentage des aires de rétention associées aux stockages du bâtiment A. Un PV de fin de travaux et des photographies doivent être transmis à l'inspection pour justifier de la bonne exécution de ces travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours